BIBLIOGRAFIE

Norbert Robers, *Joachim Gauck. Vom Pastor zum Präsidenten. Die Biografie,* Koehler & Amelang, Leipzig 2012

Sarah Farmer, *Martyred village. Commemorating the 1944 massacre at Oradour-sur-Glane.* University Press, Berkeley, Calif. 1999

Martin Graf, Florence Hervé (Hrsg.), *Oradour – Geschichte eines Massakers*, Papyrossa-Verlag Köln 2014

Ahlrich Meyer, *Oradour 1944. In: Gerd R. Ueberschär (Hrsg.): Orte des Grauens – Verbrechen im Zweiten Weltkrieg*. Primus, Darmstadt 2003

PARTNER

DER REDETEXT VON FRANÇOIS HOLLANDE (AUF FRANZÖSISCH)

Monsieur le Président de la République fédérale d'Allemagne,
Mesdames, Messieurs les élus,
Monsieur le Maire d'Oradour-sur-Glane,

Mesdames, Messieurs les représentants des victimes,
Messieurs les survivants,
Mesdames, Messieurs,

« Silence » : ce mot, ce mot seul, s'inscrit sur le panneau qui se dresse devant chaque visiteur à l'entrée du village d'Oradour-sur-Glane. Il fallait un événement exceptionnel pour rompre ce silence. Cet événement exceptionnel, Monsieur le Président, c'est votre venue ici dans ce lieu où l'horreur fut commise et où la mémoire est scrupuleusement gardée. Je mesure la signification de votre présence. Vous êtes la dignité de l'Allemagne d'aujourd'hui, capable de regarder en face la barbarie nazie d'hier.

Car ici même s'est produit un crime, le pire des crimes, un crime contre l'humanité.

C'était il y a 69 ans, au mois de juin 1944. La division Das Reich traverse le Limousin pour rejoindre la Normandie. Sa chevauchée funeste commence à Tulle, où 99 jeunes hommes sont sacrifiés par pendaison. 141 autres seront envoyés en camp de concentration, 101 ne reviendront jamais. Chaque année, le 9 juin, dans cette ville, cette ville de Tulle dont je fus le maire, une marche, silencieuse aussi est organisée. Elle rappelle le martyre. Aux balcons des maisons, la population accroche des guirlandes, à l'endroit même où se balançaient les corps sans vie le 9 juin.

Le lendemain à Oradour-sur-Glane, la plupart des habitants sont dehors, sur la place de la mairie, sur la halle du marché, sur le parvis de l'église. Les enfants sont à l'école. La vie est là, encore

là, insouciante. Elle va brutalement s'arrêter.

Peu après 14 heures, la division Das Reich pénètre dans le village. Elle demande que des otages lui soient remis. Elle rassemble la population. Le docteur Desourteaux, qui remplit la fonction de maire, refuse d'en désigner et s'offre lui-même en sacrifice pour l'ensemble de la population. En vain.

Les 190 hommes et garçons âgés de plus de 14 ans sont alors arrêtés, parqués dans des granges et fauchés à la mitrailleuse. Les 245 femmes, les 207 enfants sont rassemblés dans l'église, où ils sont brûlés vifs. Partout, dans chaque rue, dans chaque maison, les survivants sont traqués, assassinés un à un, pour qu'aucun ne puisse témoigner de cette abomination. Oradour est entièrement livré aux flammes. Pour qu'il ne reste rien. C'était l'intention des barbares.

Il a fallu des jours et des jours pour déblayer les ruines, et pour donner aux rares corps qui restaient, à ces corps suppliciés, un âge, une identité, un nom.

Il a fallu des mois pour imposer que tout soit figé, pour que tout demeure. Et que rien ne s'efface. Oradour devenait ainsi monument historique.

Nous aurions dû dire à l'époque : Monument de l'histoire.

Il a fallu ensuite des années pour établir la vérité, connaître les coupables. Des années encore pour tenter d'obtenir leur condamnation et l'extradition des chefs SS, sans jamais y

parvenir.

Il a fallu des décennies enfin, pour que les familles des victimes d'Oradour disposent d'un monument qui puisse transmettre – c'était l'intention du Conseil général – aux générations suivantes, le récit de ce drame. C'est le Centre de la mémoire. Il fût lancé par François Mitterand, c'était en 1994, et inauguré par le président Jacques Chirac cinq ans plus tard. Il a fallu des décennies, toujours, pour que soit aussi reconnu le drame des incorporés de force et que le Limousin et l'Alsace fassent la paix des mémoires. Comme l'ont proclamé courageusement le Maire d'Oradour, Raymond Frugier et celui de Strasbourg, Roland Ries.

Car seule, je dis bien seule, la vérité fonde la réconciliation.

Monsieur le Président, au lendemain de la guerre, nos deux pays ont décidé avec courage, et je pense à Konrad Adenauer et à Charles de Gaulle, de partager leur avenir en surmontant le passé. Des images nous viennent à l'esprit. La visite du chancelier Adenauer à Colombey-les-deux-Eglises, c'était en 1958. La visite aussi du général de Gaulle, son discours à la jeunesse allemande, à Ludwigsburg, c'était en 1962. Nous avons aussi dans nos souvenirs, Helmut Kohl et François Mitterand, main dans la main, à Verdun, c'était en 1984.

Aujourd'hui, votre visite, Joachim Gauck, à Oradour-sur-Glane confirme que l'amitié entre nos deux pays est un défi à l'Histoire, mais aussi un exemple pour le monde entier. Sa force s'illustre en cet instant même, ici à Oradour-sur-Glane.

Cette amitié, elle nous dépasse, elle nous oblige. Cette amitié, elle fonde le projet européen. Deux fois au cours du dernier siècle, notre continent s'est embrasé. Parce qu'alors, toujours l'emportaient les désirs de revanche. Et puis un jour, en s'éveillant du pire, du pire massacre de l'Histoire et dont l'holocauste fut le stade ultime, des Européens ont jugé qu'il fallait arrêter, une fois pour toutes, la machine infernale. Et qu'il ne fallait plus envoyer au front la génération suivante. Ils ont bâti une belle maison, une maison accueillante : l'Europe. Ils nous ont fait le plus beau legs qui soit, celui que nous devons entretenir : la paix.

Mais la paix, comme la démocratie, ne sont pas des acquis. Car pour les peuples comme pour les individus, tout se conquiert et se reconquiert à chaque génération. C'est pourquoi notre présence, Monsieur le Président, est bien plus qu'un symbole, c'est l'affirmation d'une promesse.

Promesse d'honorer, partout et toujours, les principes qui sont bafoués par les bourreaux d'hier mais aussi d'aujourd'hui.

Promesse de défendre les droits de l'Homme chaque fois qu'ils sont violés. Près de chez nous ou loin d'ici.

Promesse de refuser l'inacceptable partout où il se produit.

Cette vigilance, cette intransigeance, nous les devons aux suppliciés du 10 juin 1944. Ils nous rappellent à nos devoirs. Ils parlent à nos consciences, ils sont les témoins qui brisent l'indifférence quand elle devient lâcheté.

En septembre 1944, le poète Jean Tardieu écrivait un texte en hommage aux morts d'Oradour-sur-Glane : «Oradour n'a plus de femmes, Oradour n'a plus d'hommes, Oradour n'a plus de feuilles, Oradour n'a plus de pierres, Oradour n'a plus d'église, Oradour n'a plus d'enfants. Oradour n'est plus qu'un cri». Et bien ce cri, Monsieur le Président, je l'entends encore et je l'entendrai toujours quand il y aura d'autres massacres de par le monde.

J'entends aussi les paroles des survivants et je les salue, Robert Hebras, Jean- Marcel Darthout, ils sont ici aujourd'hui. Je veux leur exprimer le respect de la Nation tout entière, celle que je représente, mais aussi saluer leur grandeur d'âme. Il en fallait aujourd'hui pour faire ce geste d'hospitalité.

Mesdames, Messieurs,

Dans tout lieu de malheur, il y a une fleur qui parvient à éclore.

Ici, parmi les ruines d'Oradour, il y a un chêne robuste et majestueux. C'est l'arbre de la liberté. Il avait été planté pendant la Révolution de 1848 pour consacrer ce qu'était à l'époque le suffrage universel, celui des hommes. Mais aussi pour abolir enfin l'esclavage.

Alors, ici, des hommes et des femmes avaient voulu planter cet arbre pour saluer ce moment.

Eh bien, cet arbre-là est sorti indemne au milieu des cendres le 10 juin 1944. Il a survécu comme pour illustrer qu'au-delà des épreuves, au-delà des générations, le combat pour l'humanité continue.

Monsieur le président,

C'est cette confiance dans la liberté, cette espérance dans la démocratie, cet attachement à la paix que nous sommes venus ici ensemble, Président de la France, Président de l'Allemagne, exprimer donc aujourd'hui à Oradour.

C'est le message d'Oradour.

Il vivra. Il vivra perpétuellement. Merci.

DER REDETEXT VON FRANÇOIS HOLLANDE (AUF DEUTSCH)

Sehr geehrter Herr Bundespräsident,
Sehr geehrte Damen und Herren Abgeordnete,
Sehr geehrter Herr Bürgermeister von Oradour-sur-Glane,
Sehr geehrte Vertreterinnen und Vertreter der Opfer,
Sehr geehrte Überlebende,
Sehr geehrte Damen und Herren

„Silence", Stille: Dieses Wort, nur dieses eine Wort steht auf dem Schild, das die Besucher am Dorfeingang von Oradour-sur-Glane begrüßt. Es brauchte ein besonderes Ereignis, um diese Stille zu

brechen. Dieses besondere Ereignis, Herr Bundespräsident, ist ihre Anwesenheit an diesem Ort, wo Grauenhaftes begangen wurde und sein Andenken gepflegt wird. Ich bin mir der Bedeutung ihrer Anwesenheit bewusst. Sie verkörpern die Würde des heutigen Deutschlands und sind imstande, der Nazi-Barbarei von gestern ins Gesicht zu sehen.

Denn hier geschah ein Verbrechen, das schlimmste aller Verbrechen, ein Verbrechen gegen die Menschlichkeit.

Es war vor 69 Jahren, im Juni 1944. Die 2. SS-Panzerdivision „Das Reich“ durchquerte das Limousin auf dem Weg in die Normandie. Der Todesritt begann in Tulle, wo 99 junge Männer erhängt wurden. 141 weitere wurden in Konzentrationslager gebracht, 101 von ihnen kehrten nie zurück. Jedes Jahr am 9. Juni wird in dieser Stadt, der Stadt Tulle, in der ich einst Bürgermeister war, ein Gedenkmarsch organisiert, bei dem – ebenfalls in Stille – der Märtyrer gedacht wird. Die Einwohner befestigen Girlanden an den Balkonen der Häuser, dort, wo am 9. Juni die leblosen Körper hingen.

Tags darauf waren in Ourador-sur-Glane die meisten Einwohner draußen, auf dem Rathausplatz, in der Markthalle, auf dem Kirchplatz. Die Kinder waren in der Schule. Das Leben war da, noch unbeschwert. Es sollte jäh enden.

Kurz nach 14 Uhr betritt damals die Divison „Das Reich“ das Dorf. Sie nimmt Geiseln. Sie versammelt die Bevölkerung. Doktor Desourteaux, der Bürgermeister, weigert sich, Geiseln

auszuwählen. Er bietet sich selbst als Opfer für die gesamte Bevölkerung. Vergebens.

Die 190 Männer und Jungen über 14 Jahre werden festgenommen, in Scheunen gepfercht und mit dem Maschinengewehr niedergemäht. Die 245 Frauen und 207 Kinder werden in der Kirche versammelt, wo man sie lebendig verbrennt. Die Überlebenden werden gejagt, überall, in jeder Straße, in jedem Haus. Einer nach dem anderen wird getötet, damit niemand von dem Gräuel berichten kann. Oradour wird vollständig verbrannt. Damit nichts übrig bleibt. Das war das Bestreben der Barbaren.

Es brauchte Tage und Tage, um die Ruinen abzutragen und den wenigen Körpern, die übrig geblieben waren, um diesen gemarterten Körpern ein Alter, eine Identität, einen Namen zu geben.

Es brauchte Monate, um durchzusetzen, dass nichts verändert wird, dass alles so bleibt wie es ist. Damit nichts vergeht. So wurde Oradour zu einem historischen Denkmal.

Wir hätten damals sagen sollen: zu einem Denkmal der Geschichte.

Es brauchte Jahre, bis die Wahrheit ans Licht kam, die Schuldigen ermittelt waren. Weitere Jahre vergingen mit dem erfolglosen Versuch, die Verurteilung und Auslieferung der SS-Chefs zu bewirken.

Es brauchte schließlich Jahrzehnte, um den Familien der Opfer von Oradour ein Denkmal zu geben, das – gemäß dem Willen des „Conseil Général“ – den nachfolgenden Generationen von dem Drama erzählen konnte. Dieses Gedenkzentrum wurde 1994 von François Mitterrand angestoßen, und fünf Jahre später von Präsident Jacques Chirac eingeweiht. Es hat Jahrzehnte gedauert, bis auch die Tragödie der Zwangsrekrutierten anerkannt wurde und das Limousin und das Elsass mit der Erinnerung Frieden schließen konnten. So, wie es die Bürgermeister von Oradour, Raymond Frugier, und Straßburg, Roland Ries, mutig verkündeten.

Denn Versöhnung fußt allein, und ich sage bewusst allein, auf der Wahrheit.

Sehr geehrter Herr Bundespräsident, nach dem Ende des Krieges entschlossen sich unsere beiden Länder voller Mut, und ich denke dabei an Konrad Adenauer und an Charles de Gaulle, die Vergangenheit zu überwinden und so eine gemeinsame Zukunft aufzubauen. Bilder kommen uns in den Sinn. Der Besuch von Bundeskanzler Adenauer in Colombey-les-deux-Eglises 1958. Auch der Besuch von General de Gaulle und seine Rede an die deutsche Jugend 1962 in Ludwigsburg. Wir denken ebenfalls an das Bild von Helmut Kohl und François Mitterrand Hand in Hand in Verdun, das war 1984.

Ihr Besuch, Joachim Gauck, heute in Oradour-sur-Glane, beweist: Die Freundschaft unser beider Länder ist eine historische Herausforderung, aber auch ein Beispiel für die

ganze Welt. Ihre Kraft zeigt sich in diesem Moment, hier in Oradour-sur-Glane.

Diese Freundschaft übersteigt und verpflichtet uns. Diese Freundschaft ist der Grundstein für das europäische Projekt. Zwei Mal ging unser Kontinent im letzten Jahrhundert in Flammen auf. Damals war Rache die Antriebskraft. Und eines Tages, als die Europäer vom schlimmsten Übel erwachten, vom schlimmsten Massaker der Geschichte, das im Holocaust sein allerletztes Maß verlor, sagten sie sich, dass die Höllenmaschinerie ein für alle Mal aufhören müsse. Und dass man die nächste Generation nicht mehr an die Front schicken dürfe. Sie bauten ein schönes Heim, ein einladendes Heim: Europa. Sie machten uns das schönste Vermächtnis, das man sich vorstellen kann und das wir bewahren müssen: den Frieden.

Doch Frieden ist, wie Demokratie, keine endgültige Errungenschaft. Denn für Völker wie für Individuen gilt, dass jede Generation alles neu erringen und zurückerobern muss. Deswegen, Herr Bundespräsident, ist unsere Anwesenheit mehr als ein Symbol, sie ist die Bekräftigung eines Versprechens.

Das Versprechen, immer und überall jene Grundsätze hochzuhalten, die von den Peinigern vergangener und heutiger Zeiten mit Füßen getreten werden.

Das Versprechen, die Menschenrechte zu verteidigen, wann immer sie verletzt werden, bei uns zu Hause, oder in weiter Ferne.

Das Versprechen, das Unduldbare überall dort abzulehnen, wo es zutage tritt.

Diese Wachsamkeit, diese Unnachgiebigkeit schulden wir den zu Tode gefolterten vom 10. Juni 1944. Sie erinnern uns an unsere Pflichten. Sie sprechen zu unserem Gewissen, sie sind die Zeugen und zerreißen die Gleichgültigkeit, wenn sie zur Feigheit wird.

Im September 1944 schrieb der Dichter Jean Tardieu einen Text, um die Toten von Oradour-sur-Glane zu ehren: „Oradour hat keine Frauen mehr, Oradour hat keine Männer mehr, Oradour hat keine Blätter mehr, Oradour hat keine Steine mehr, Oradour hat keine Kirche mehr, Oradour hat keine Kinder mehr. Oradour ist nur noch ein Schrei.“ Diesen Schrei, Herr Bundespräsident, höre ich noch immer und ich werde ihn immer hören, wenn anderswo in der Welt ein Blutbad angerichtet wird.

Ich höre ebenfalls die Worte der Überlebenden, die ich begrüße, Robert Hebras, Jean-Marcel Darthout, sie sind heute hier. Ich möchte ihnen den Respekt der gesamten jener Nation aussprechen, die ich vertrete, und ich möchte ihren Großmut würdigen. Denn es brauchte Großmut für die heutige Geste der Gastfreundschaft.

Meine Damen und Herren.

An jedem Unglücksort gib es eine Pflanze, der es gelingt, zu erblühen.

Hier, zwischen den Ruinen von Oradour, steht eine standhafte und majestätische Eiche. Es ist der Baum der Freiheit. Er wurde während der Revolution von 1848 gepflanzt, um das allgemeine Wahlrecht, das damals noch den Männern vorbehalten war, zu feiern. Aber auch, um endlich die Sklavenhaltung abzuschaffen.

Die Männer und Frauen pflanzten damals jenen Baum an diesem Ort, um den Moment zu würdigen.

Und dieser Baum ragte unbeschadet aus der Asche vom 10. Juni 1944. Er hat überlebt, als wolle er zeigen, dass der Kampf für die Menschheit weitergeht – trotz aller Unglückszeiten, über Generationen hinweg.

Herr Bundespräsident. Um dieses Vertrauen in die Freiheit, diesen Glauben an die Demokratie, diese Dankbarkeit für den Frieden auszudrücken, haben wir, der Präsident Frankreichs und der Bundespräsident Deutschlands heute in Oradour zusammengefunden.

Das ist die Botschaft von Oradour.

Sie wird leben. Sie wird ewig leben. Danke.

DER REDETEXT VON JOACHIM GAUCK

Oradour lebt. Es gibt ein neues Oradour, einen neuen Ort des menschlichen Zusammenlebens. Aber: Die Erinnerung an das alte Oradour bleibt hier unauslöschlich gegenwärtig.

Dieser Ort und seine Bewohner wurden in einem barbarischen, in einem zum Himmel schreienden Verbrechen vernichtet. Nur wenige überlebten.

Das Verbrechen, das hier geschah, wurde von Soldaten unter deutschem Befehl verübt. Deswegen ist es für jeden Deutschen ein schwerer Gang, hierher zu kommen. Egal wie viel Zeit auch immer vergangen ist.

Zum ersten Mal ist nun der höchste Repräsentant Deutschlands eingeladen worden, Oradour-sur-Glane zu besuchen und hier vor Ihnen zu sprechen. Als Bundespräsident ahne ich und als Mensch fühle ich, was diese Entscheidung für Frankreich und die Franzosen bedeutet. Ganz besonders aber für diejenigen, die das Massaker überlebt haben und für die Angehörigen derer, die grausam ermordet worden sind.

Denn ich weiß: Ihre Einladung an den deutschen Präsidenten ist eine Geste des Willkommens, des guten Willens, eine Geste der Versöhnung, eine Geste, die man nicht erbitten kann, die man nur geschenkt bekommen kann. Und ich bin dankbar für dieses Geschenk. Ich schaue Sie an, Herr Präsident Hollande, ich schaue Sie an, Herr Hébras und Herr Darthout, und ich schaue Sie an, die Familien der Ermordeten. Ihnen allen danke ich im Namen aller Deutschen dafür, dass Sie uns mit dem Willen zur Versöhnung entgegentreten. Ich werde das niemals vergessen.

Ich war als deutscher Bürger froh über die frühen und die wiederholten Akte und Symbole der Versöhnung. Und ich bin heute als Präsident genauso froh und dankbar, Ihnen heute zu begegnen, Ihnen, den Überlebenden und Angehörigen der Opfer.

Es kann wohl niemand ermessen, was es für Sie als Zeitzeugen wirklich bedeutet, sich immer wieder neu an die Geschehnisse in Oradour zu erinnern – für sich alleine, aber auch, wenn Sie Nachgeborenen berichten. Ihr Zeugnis, wie ich es selber gerade erlebt habe, spricht mehr als alles andere für die Notwendigkeit der Erinnerung, aber auch für den Geist der Versöhnung, von dem Sie erfüllt sind.

So großherzig diese Geste der Versöhnung ist, so kann sie mich doch nicht von dem tiefen Entsetzen befreien angesichts der großen Schuld, die Deutsche an diesem Ort auf sich geladen haben.

Vor mir haben viele andere Repräsentanten und Bürger Deutschlands bereits diese Schuld, wie auch die gesamten Verbrechen Nazideutschlands, anerkannt. Und auch ich stehe heute in dieser Tradition und bekenne: Wir werden Oradour und die anderen europäischen Orte des Grauens und der Barbarei nicht vergessen.

Ich denke an das Limousin, an Tulle, Lidice, Sant'Anna di Stazzema, Kalavrita – Orte erschreckender, brutaler Gewaltverbrechen, denen Frauen und Männer, Alte und Kinder, Gesunde und Kranke zum Opfer fielen. Nur mit Mühe können wir

Heutigen begreifen, wie “ganz normale Männer“ zu gewissenlosen Mördern werden konnten. Und doch ist es geschehen, mitten in Europa, hier in Oradour und an vielen anderen Orten in Europa.

Der deutsche Philosoph Karl Jaspers formulierte 1946 in seiner Schrift „Die Schuldfrage“, in der verschiedene Varianten von Schuld besprochen und bearbeitet wurden, seine These einer „moralischen Kollektivschuld“ der Deutschen für die Geschehnisse der Jahre 1933-45: „Daß in den geistigen Bedingungen des deutschen Lebens die Möglichkeiten gegeben waren für ein solches Regime, dafür tragen wir alle eine Mitschuld“.

Sein Gedanke war klar: Für die „geistigen Bedingungen des deutschen Lebens“ trugen alle Teile der damaligen Gesellschaft eine Mitschuld, also auch für die Taten, die aus diesen geistigen Bedingungen entstehen konnten. Eine kontroverse These, der harte Debatten folgten.

Geblieben ist bis heute auch die Frage nach der individuellen Schuld der einzelnen Täter an Orten wie Oradour. Es waren Täter aus der Mitte des Volkes – mit Namen und Gesicht. Sie sind nicht anonym. Der Ort für die strafrechtliche Aufarbeitung ihrer individuellen Schuld ist das Gericht. Die gerichtliche Aufarbeitung von Verbrechen, die Deutsche oder unter deutschem Befehl stehende Einheiten begangen haben, ist nicht abgeschlossen – auch nicht, was Oradour betrifft. Neuerdings

wird wieder ermittelt und zwar gegen Personen, die sich an dem Massaker beteiligt haben sollen. Dem Ergebnis der Staatsanwaltschaft Dortmund möchte ich nicht vorgreifen.

In der Vergangenheit wurden manche Täter nicht zur Verantwortung gezogen. Ich bin mir auch der intensiven Debatte in Frankreich bewusst, die um die Frage der Zwangsrekrutierung von Elsässern kreist, die an dem Massaker teilgenommen hatten.

So müssen wir feststellen: Gerechtigkeit bei der Aufarbeitung von Kriegsverbrechen kann auch der Rechtsstaat nicht vollständig garantieren. Nur widerwillig und schleppend hat er seinerzeit begonnen, die großen Gewaltverbrechen aus der Zeit des Nationalsozialismus zu behandeln. Dies passt zu der Tatsache, dass in unserer deutschen Gesellschaft nach dem Krieg zunächst Schuld vielfach verdrängt und verharmlost worden ist.

In einem schwierigen Prozess begann dann die junge Generation hartnäckig nachzufragen. Die Nachgeborenen suchten das Gespräch mit den Älteren. Sie fragten, sie stritten, sie klagten an – ihre Eltern, ihre Großeltern, ihr Land. Sie forschten nach den geistigen Bedingungen jener Zeit und wollten wissen, warum sich ihre Eltern und ihre Anverwandten auf persönliche Unschuld beriefen.

Auch ich habe so meine Eltern gefragt nach ihrem Leben in der NS-Diktatur und im Weltkrieg. Die Unzufriedenheit der nachkommenden Generation mit der unvollständigen

Aufarbeitung der Schuld der Väter und Mütter ist eine der großen Erfahrungen jedenfalls der westdeutschen Nachkriegsgeschichte und eine der Triebfedern ihrer Fortentwicklung.

Was die Kinder und Enkel der Täter suchten, waren Wege, mit der eigenen Geschichte und der Schuld ihrer Vorfahren umzugehen. Nicht nur juristische Wege, sondern politische und kulturelle, man könnte auch sagen: menschliche Wege. Nicht in der Annahme, angesichts der Mordtaten der Vergangenheit sei Gerechtigkeit zu erlangen. Aber doch im Willen, das neu zu gestalten, was Karl Jaspers die „geistigen Bedingungen des deutschen Lebens“ nannte. Nämlich so, dass unser Land nie wieder Hort ideologisch motivierter Menschenfeindlichkeit, von Rassenwahn, Verbrechen, Mord und Krieg werden kann, sondern ein „Volk guter Nachbarn“ werden möge, ein fruchtbarer Teil Europas und der Völkergemeinschaft, eine stabile Demokratie und eine Kraft des Friedens.

Das war die Antwort nicht nur auf die Gräueltaten und den Krieg, sondern auch auf späte Aufarbeitung, auf ungesühnte Verbrechen, auf Verdrängung, auch auf schlichte Ignoranz.

Wenn ich heute in die Augen derer blicke, die von diesem Verbrechen gezeichnet sind, kann ich hier in Oradour sagen: Ich teile die Bitterkeit darüber, dass Mörder nicht zur Verantwortung gezogen wurden, dass schwerste Verbrechen ungesühnt blieben. Sie ist meine Bitterkeit. Ich nehme sie mit nach Deutschland und werde in meinem Land davon sprechen und ich werde nicht verstummen. Aber aus der ernsthaften Auseinandersetzung mit dieser bitteren Geschichte haben die Menschen in Deutschland

die Kraft gewonnen, mein Heimatland zu einem guten Land zu machen. Es will „nicht über und nicht unter anderen Ländern" stehen. Es will Europa bauen, aber nicht beherrschen. Und ich wünsche mir, dass Sie einen Teil meiner Freude darüber teilen oder sogar zu Ihrer Freude machen können, dass uns dieses Gute bis heute trägt und stärkt und zusammenführt.

Ich möchte heute meine Freude darüber zum Ausdruck bringen, dass sich Bürgermeister Frugier seit Jahren für Versöhnung einsetzt – mit Deutschland und mit den französischen Landsleuten aus dem Elsass. Der Bürgermeister von Straßburg ist heute unter uns. Und auch der Bürgermeister von Dachau und eine Abordnung aus der Region Mittelfranken, Sie sind alle hier mit uns zusammen. Sie wollen ihre Solidarität zum Ausdruck bringen und Ihnen nahe sein. Ich erwähne die jungen Leute aus Deutschland, die mit der „Aktion Sühnezeichen" hier in der Gedenkstätte und auch an vielen anderen Orten Frankreichs freiwilligen Dienst geleistet, an Sommercamps teilgenommen haben oder auf andere Art und Weise am Werk der Verständigung und Versöhnung mitgewirkt haben und mitwirken. Auch im nächsten Jahr werden junge Deutsche mithelfen, die Erinnerung an die Verbrechen von Oradour zu bewahren.

Dass es überhaupt noch einmal einen Weg in die Zukunft, in eine gemeinsame, eine friedliche, ja partnerschaftliche Zukunft zwischen Deutschland und Frankreich geben könnte, das musste in den Nachkriegsjahren doch wie ein Wunder wirken. Aber es war kein Wunder, es war Menschenwerk, es war das Werk von tapferen, weitsichtigen, versöhnungsbereiten Menschen.

Gerade hier darf ich daran erinnern, dass es sehr früh schon von französischer Seite aus Versöhnungsbereitschaft gab. Ich darf an Albert Camus' „Briefe an einen deutschen Freund“ erinnern, wo er unterscheidet zwischen Deutschen und Nazis und wo er nachdrücklich betont, dass es bei einem Menschen auf die Haltung ankommt, nicht auf Nationalität oder Herkunft. Und wir haben in Frankreich und Deutschland die Mahnung in Albert Camus' allegorischem Roman „Die Pest“ verstanden, dass der „Pestbazillus“ der Grausamkeit oder des Krieges jederzeit wieder ausbrechen kann, wie lange es sich auch versteckt hält.

Diese Mahnung haben unsere Völker beherzigt, als wir die ersten Schritte auf dem Weg der deutsch-französischen Freundschaft gegangen sind. Diese Mahnung haben wir beherzigt, als wir Europa anfingen zu bauen. Und: Diese Mahnung beherzigen wir heute, wenn wir im Geiste der Wahrheit und Wahrhaftigkeit an die Vergangenheit erinnern und die Erinnerung auch dann wach halten, wenn die Zahl der Zeitzeugen immer geringer wird. Und wir beherzigen diese Mahnung, wenn wir an diesem Europa festhalten und weiterbauen, an diesem Europa, das nur Bestand haben kann auf der Grundlage der Freiheit, der Menschenwürde, der Gerechtigkeit und der Solidarität.